

# **CETTE TERRE T'APPARTIENT**

Stratégies pour rendre visibles et se réapproprier les communs 596 Acres – Paula Z. Segal et Mara Kravitz 596acres.org



Paula Z. Segal et Mara Kravitz sont membres du collectif 596 Acres, qui défend l'accès à la terre des habitant-es de New York. Par ses campagnes locales, le groupe a déjà initié plus de 40 projets. Son travail d'organisation et d'accompagnement judiciaire se double d'outils web pour soutenir la prise de décision locale en matière d'aménagement du territoire (livinglotsnyc.org, urbanreviewer.org et nycommons.org).

## Identifier les objets à prendre en compte<sup>1</sup>

Pour donner forme aux rêves et aux demandes des citadin es qui aspirent à des espaces créatifs et collaboratifs adaptés aux besoins de leurs communautés, nous cartographions les terrains et les bâtiments appartenant aux municipalités. Nos cartes montrent l'abondant potentiel de nos espaces partagés, ceux que nous ne voyons pas alors qu'ils se trouvent sous notre nez et qu'ils ne demandent qu'à être gérés et entretenus collectivement. Les cartes sont le point de départ de la création de véritables biens communs qui viennent remplacer les actifs immobiliers publics mis en réserve.

Il y a environ 660 acres² de terrains publics vacants dans la ville de New York, répartis sur 1800 lots vacants (596 Acres, 2016). Ces lots pourraient être des jardins, des terrains de jeu ou des sites de rassemblement communautaire et d'activité culturelle. Situés principalement dans les communautés de personnes de couleur à faibles revenus, ces espaces publics potentiels restent vacants, verrouillés et oubliés et sont comme des abcès dans les quartiers qui auraient le plus besoin de ressources saines. Ces lacunes ne font qu'aggraver une histoire faite de *redlining*³, du «nettoyage» de la rénovation urbaine et de la négligence municipale.

<sup>1. «</sup>Les cartes ne se contentent pas de représenter l'espace, elles façonnent les arguments; elles fixent des limites discursives et identifient les objets à prendre en compte.» (Institute for Applied Autonomy, 2008).

<sup>2.</sup> Un acre vaut environ 4047m² (ndlt).

<sup>3.</sup> Voir note de bas de page n°2, p. 40.

En tant que programme communautaire d'accès aux terrains de la ville de New York, 596 Acres aide les habitant·es d'un quartier à se concerter autour de terrains vacants et à les investir. Nous combinons des outils en ligne sophistiqués et un travail de proximité pour transformer les données municipales en informations utiles au public, aider les personnes à s'orienter dans la politique de la ville et connecter entre elles les personnes en charge de l'organisation des quartiers par le biais des réseaux sociaux et de collaborations personnelles. Le modèle de 596 Acres repose sur la croyance en un pouvoir local démocratique et inclusif, qui peut être étendu à des problèmes de justice environnementale et d'espace public à l'échelle de la ville et de l'État. Au cours des quatre dernières années, grâce aux informations que nous avons fournies et à notre soutien direct, les habitant es ont remplacé 36 terrains vacants par des espaces communautaires dynamiques.

### Cartographier ce qui est déjà à nous

Nous avons d'abord dû définir ce qu'était une propriété «vacante». Le département de l'urbanisme de la ville de New York regroupe sous le même terme de «vacant» les jardins communautaires, les parcelles de terrain entre les bâtiments et les terrains vacants accessibles au public. Nous utilisons un script automatisé et faisons vérifier par une personne les registres en ligne de chaque bien. Nous demandons également à des jardinières et jardiniers de réaliser une enquête sur les jardins communautaires pour les recenser précisément. Ainsi, nous pouvons être certain es que notre carte en ligne montre des terrains publics bel et bien vacants, ceux qu'une personne ordinaire désignerait spontanément comme étant vacants, car clôturés, pleins d'ordures, de mauvaises herbes, de chats errants et d'armes abandonnées (596 Acres, 2016).

En 2011, l'équipe de 596 Acres a commencé à rechercher les informations disponibles sur les terrains

vacants appartenant à la ville de New York. Au début, c'est par l'intermédiaire d'une université locale que nous avons eu accès aux données de la municipalité. Celles-ci étaient inaccessibles au public car payantes. Ces informations cruciales étant soustraites aux communautés qui en avaient le plus besoin, nous avons, avec d'autres groupes de défense des droits humains, lancé une opération en 2012 pour faire pression sur la ville afin qu'elle publie ces données gratuitement.

Nous passons aussi au peigne fin le portail NYC Open Data et les dossiers d'autres agences de la ville ou d'organisations à but non lucratif pour trouver des informations relatives aux biens appartenant à la ville de New York. Nous transformons ces données en informations détaillées, qui décrivent le monde tel que le vivent les New-Yorkais·es. Notre carte va encore plus loin: elle connecte l'information sur ces espaces négligés aux arrêtés qui ont conduit à leur état présent et identifie les décisionnaires actuel·les, qui auraient le pouvoir de changer leur destinée. Certaines de ces décisions ont été prises dans le cadre d'un processus de «renouvellement urbain» au siècle dernier. Sachant que les plans de rénovation urbaine pèsent lourdement sur l'état actuel de nos quartiers et ne trouvant pas de données décrivant ces plans sous une forme lisible par une machine, nous avons utilisé la loi sur la liberté de l'information de l'État de New York pour demander qu'on nous communique des décennies de documents de planification. Nous les avons épluchés puis traduits

<sup>4.</sup> En 1949, le Congrès des États-Unis a lancé un programme fédéral de réaménagement urbain, ou «renouvellement urbain», qui fournissait des ressources pour «l'élimination du fléau» au niveau municipal. L'argent fédéral a été mis à la disposition des autorités locales de réaménagement pour acheter et nettoyer les zones dites «ravagées (blighted)», puis vendre ces terrains à des promoteurs privés. Le programme a été suivi d'une décennie de redlining fédéral – qui distribuait l'accès aux prêts pour les propriétaires selon des lignes raciales explicites – et a été déployé dans pratiquement les mêmes quartiers que ceux qui avaient été détruits. La rénovation urbaine a facilité l'élimination des quartiers dans lesquels des personnes de «races» différentes vivaient côte à côte dans les villes américaines de l'entre-deux-guerres.

en tableaux de données que nous sommes en mesure de cartographier et d'associer à des propriétés particulières.

### Les données ouvertes deviennent un espace ouvert

La clé de notre succès dans la transformation des données ouvertes en espaces ouverts gérés par la communauté est que nous plaçons des panneaux sur les clôtures qui entourent les terrains vacants. Nous signalons ainsi clairement qu'ils sont publics et que les habitant·es du quartier peuvent chercher à obtenir la permission de le transformer en jardin, en parc ou en ferme. La carte en ligne et les panneaux sur place indiquent l'identifiant de la parcelle de la ville, l'agence qui contrôle cette propriété et les informations sur la personne gestionnaire. Chaque groupe d'habitant es doit se frayer un chemin dans un véritable labyrinthe bureaucratique: demander l'approbation du conseil communautaire local, obtenir l'aval des élus locaux et négocier avec l'organisme qui détient le titre de propriété du terrain. Les panneaux et la carte en ligne permettent d'entrer en contact avec l'équipe de 596 Acres, qui oriente et soutient les habitant es par une aide à l'organisation, des conseils juridiques et une assistance technique. Nous déterminons ce qu'il est possible de faire dans chaque cas particulier et aidons les gens à atteindre leur objectif: parfois il est seulement possible de créer un espace temporaire pendant quelques années, jusqu'à ce que d'autres projets se développent, mais généralement, les campagnes aboutissent à un transfert permanent au service des parcs de la ville de New York.

596 Acres joue un rôle de soutien et de défense pendant la durée des campagnes, mais à terme, chaque espace est géré de manière autonome. Il est transformé et entretenu par des habitant·es bénévoles et des partenaires de la communauté locale et devient un lieu de rassemblement, de culture et de jeu. Chaque parcelle donne aux gens l'occasion de façonner activement la ville, de pratiquer la participation citoyenne et

l'autogouvernance avec leurs concitoyen nes. En conjuguant les données numériques aux réalités du terrain, nous aidons les New-Yorkais·es à construire un pouvoir politique en se mettant en réseau avec les autres, quelles que soient leurs différences, leur appartenance sociale. En ligne, on peut s'inscrire pour s'occuper d'un lot en particulier, puis recevoir des mises à jour lorsque d'autres personnes s'inscrivent ou postent un message. L'application permet aux gens de s'organiser avant même d'avoir accès au lieu réel pour construire quelque chose ensemble. Cependant, toutes les personnes avec lesquelles nous travaillons ne se servent pas forcément de l'outil en ligne; beaucoup interagissent en personne ou par téléphone avec notre équipe et nous donnent la permission d'ajouter leurs coordonnées afin que d'autres puissent les contacter.

#### Données en action

Alors que les politicien·nes de la ville de New York s'attachent essentiellement à tenir de beaux discours sur l'agriculture urbaine et l'espace public, 596 Acres comble le fossé entre les lieux et les habitant·es. Nous voyons – et apprenons aux autres à voir – les espaces vides comme de possibles espaces verts dans les quartiers qui en manquent ou comme des points de convergence pour l'organisation communautaire et l'engagement citoyen.

En janvier 2015, la ville a publié une liste de 181 propriétés «difficiles à développer» qu'elle était prête à vendre pour 1 dollar chacune à des promoteurs immobiliers afin d'y construire des logements plutôt chers. Nous avons analysé la liste et découvert qu'elle comprenait 18 jardins communautaires, dont six s'étaient créés grâce à notre soutien. Nous avons publié une carte et battu le rappel des jardinières et jardiniers, en puisant dans notre réseau et au-delà, et donné aux habitant es concerné es les outils nécessaires pour plaider la cause de la préservation des espaces communautaires existants

(voir la carte p.204-205). En trois semaines, plus de 150 New-Yorkais es, dont 4 membres du conseil municipal, se sont rassemblé·es sur les marches de l'hôtel de ville (Tortorello, 2015). Une campagne d'un an s'en est suivie. Elle a impliqué les conseils de planification communautaire, le conseil municipal et des personnes engagées à tous les niveaux de l'administration. Le 30 décembre 2015, les départements des parcs, de la préservation et du développement du logement de NYC ont accepté de préserver de manière permanente 15 des jardins figurant sur la liste des terrains à vendre; la pression communautaire était si forte que l'annonce s'est étendue à des espaces communautaires qui n'avaient même pas été proposés aux promoteurs en janvier: au total, 36 espaces communautaires ont été préservés de manière permanente à la suite d'un plaidoyer fondé sur l'information – il s'agit de la quatrième vague de grands succès de préservation des jardins dans l'histoire de NYC.

## Par-delà les terrains vagues de NYC

En associant la mise à disposition des ressources publiques à l'émergence de projets coopératifs en faveur d'un accès communautaire à la terre, nous controns le discours de pénurie de l'immobilier et permettons aux gens de façonner collectivement leur ville. Des stratégies dérivées du succès de 596 Acres ont émergé dans près d'une douzaine de villes dans le monde, dont Los Angeles, Montréal et Melbourne (596 Acres, 2016). À Philadelphie, le projet local Grounded In Philly a conduit à la reconnaissance officielle des gestionnaires de parcelles et des gens pratiquant l'agriculture urbaine, à un moment où cette ville adoptait un nouveau protocole pour l'usage des terrains publics. Rendre visible le potentiel de ces espaces vacants, en commençant par les cartographier, permet aux personnes concernées d'être au centre de la prise de décision. Le partage de nos ressources peut déclencher des changements tangibles au niveau local et devenir source d'inspiration bien au-delà des limites des terrains vacants à l'échelle d'un quartier.

Le «droit à la ville», tel que formulé pour la première fois par Henri Lefebvre en 1968, reconnaît l'environnement urbain comme une œuvre d'art constamment renouvelée par ses habitant·es, un espace de rencontre au service de la différence qui crée les conditions de vie pour des communautés humaines créatives. Le droit à la ville est le droit d'exercer un effet sur l'environnement urbain qui, inévitablement, influencera à son tour celles et ceux qui y passent leurs journées. Il s'agit en fait d'un droit à l'autonomie et à l'autodétermination de la communauté. Nos cartes sont une porte d'entrée pour façonner les lieux urbains par des actes collectifs et créatifs. Elles rendent possible l'expression du droit à la ville pour toutes et tous.

#### Références

596 Acres, «Living Lots NYC»; livinglotsnyc.org, 4 février 2016. 596 Acres, «Other Cities Copy»; 596acres.org/about/othercities-copy, [14 janvier 2018].

Institute for Applied Autonomy, «Tactical Cartographies» dans Louise Mogel et Alexis Bhagat (éd.), *An Atlas of Radical Cartography*, Los Angeles, Journal of Aesthetics & Protest Press, 2007; cril.mitotedigital.org/node/352, [14 janvier 2018].

Henri Lefebvre, Writings on Cities, Oxford, Wiley-Blackwell, 1996.

Michael Tortorello, «In Community Gardens, a New Weed?» [2015]; nytimes.com/2015/02/12/garden/in-community-gardens-a-new-weed.html, [14 janvier 2018].

Cartes et visuels par 596 Acres.



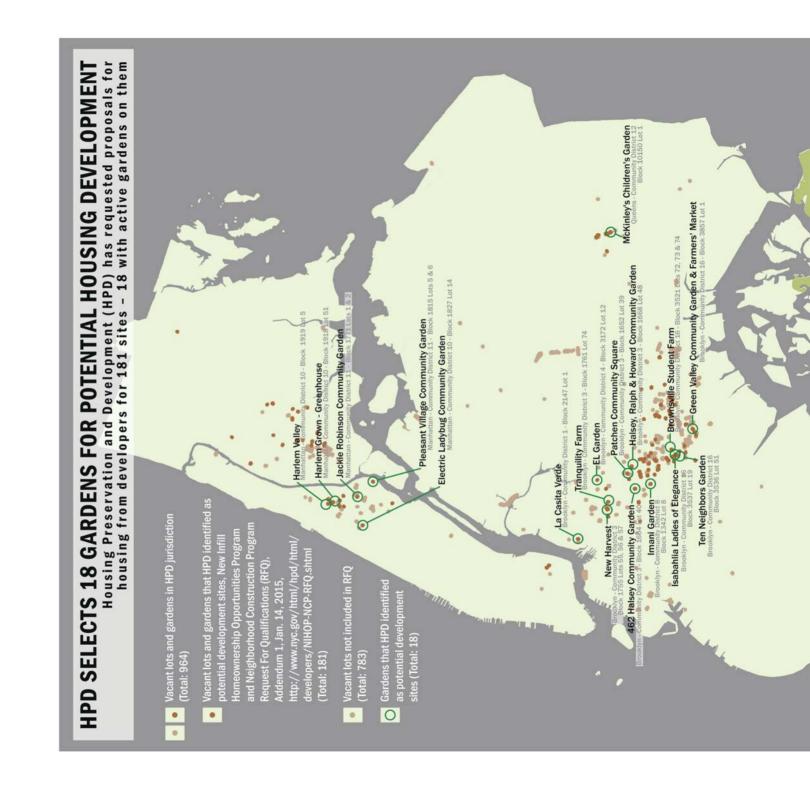
Modèle de pancarte apposée par 596 acres sur un terrain vacant.





Photographie du haut par Murray Cox: «The Electric Ladybug Garden».

Photographie du bas par Murray Cox: «The Free Black Women's Library».





596 Acres, carte de terrains vacants identifiés par Housing Preservation and Development.